

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 23 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 4 novembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Air Liquide France Industrie (ALFI)**

Centrale de l'Est  
Route nationale  
57270 Richemont

Références : RICHEMONT\_ALFI\_2022-11-15\_RAPVI\_SGS-sous-traitance\_CPB\_24239  
Code AIOT : 0006201722

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 novembre 2022 dans l'établissement Air Liquide France Industrie (ALFI) implanté Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 3 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale "sous-traitance" visant à contrôler la mise en œuvre et l'application du système de gestion de la sécurité concernant les activités de sous-traitance.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Air Liquide France Industrie (ALFI)
- Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont
- Code AIOT : 0006201722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Air Liquide France Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.

Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

**Le thème de visite retenu est le suivant :** prise en compte de la sous-traitance à travers le système de gestion de la sécurité.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.  
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédure SGS relative à la sous traitance	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8	/	Sans objet
2	Identification des entreprises extérieures	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I	/	Sans objet
4	Identification des risques	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I	/	Sans objet
5	Procédures et instructions	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I	/	Sans objet
6	Inspection préalable aux travaux et suivi de chantier	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I	/	Sans objet
7	Réception des travaux et évaluation des entreprises extérieures	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I	/	Sans objet
8	Organisation de sécurité	Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats n'ont pas mis en évidence de non-conformité.

L'exploitant a mis en place les procédures relatives à la sous-traitance.

Ces procédures sont intégrées au système de gestion de la sécurité et n'appellent pas d'observations particulières.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Procédure SGS relative à la sous traitance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le document d'Organisation Sécurité des travaux sur les sites de la GIE (département Grande Industrie Europe) du groupe Air Liquide France. Ce document est détaillé et n'appelle pas d'observations particulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Identification des entreprises extérieures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 1 du SGS : organisation Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> Sur le site d'Air Liquide France Industrie (ALFI), l'accueil et le suivi des sous-traitants est réalisé par une plateforme informatique E-safety. Cette dernière a été présentée à l'inspection.  Les sous-traitants à demeure sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 électriciens/instrumentistes de la société ALLITEC (SPIE) pour la maintenance électrique et instrumentale ;</li><li>- 2 mécaniciens de la société BOCCARD pour la maintenance préventive de 1<sup>er</sup> niveau ;</li><li>- 5 gardiens de la société PROSEGUR pour le gardiennage 24h/24 et 7j/7 ;</li><li>- 1 personne de la société ATALIAN pour le nettoyage des locaux.</li></ul> Les interventions sur le process nécessitent une habilitation spécifique du personnel d'ALFI et ne sont pas sous-traitées. Toute intervention sur les Eléments Importants de Sécurité (EIS) est supervisée par le personnel ALFI.  ALFI met à disposition des sociétés ALLITEC et BOCCARD des locaux pour leurs employés à demeure.  D'autres sous-traitants sont susceptibles d'intervenir ponctuellement sur le site : maintenance du procédé de traitement des eaux ou des tours aéroréfrigérantes, entretien des voiries, peinture, espaces verts, ...  Les entreprises qui interviennent sur le site doivent être certifiées MASE à l'exception de l'entretien des espaces verts.  Un bilan sur la performance des intervenants ou des entreprises extérieures à accomplir leur mission dans les conditions énoncées, est effectué à la fin des travaux et est ensuite répertorié dans la plateforme E-safety.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Information / formation du personnel sous traitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 1 du SGS : formation : Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Les entreprises extérieures et chacun de ses intervenants sont répertoriés individuellement dans E-safety.  Ainsi, en fonction de l'intervention, les habilitations nécessaires sont saisies (MASE, RC1, RC2, électrique, CACES, etc.) avec leurs dates de validité.  Les intervenants sur site doivent être : - formés au Risque Chimique de niveau 1 (RC1) pour les exécutants ; - formés au Risque Chimique de niveau 2 (RC2) pour le personnel signataire des autorisations de travail.  Chaque intervenant est obligé de suivre une séance d'information sécurité animée transmise par internet en amont de l'intervention. Cette séance est suivie d'un QCM soumis à un taux de réussite minimum pour valider l'accès au site. Cette formation est renouvelée tous les 3 ans. Certains modules de formation sont communs à tous les sous-traitants mais d'autres sont personnalisables en fonction de leur activité sur le site.  Si l'intervenant ne dispose pas des habilitations requises ou si la formation sécurité n'est pas validée, il ne pourra pas accéder au site : sa fiche sur E-safety ne permettra pas de lui délivrer un permis de travail et il devra se mettre à jour avant de pouvoir accéder au site.  Il n'y a pas d'accueil sécurité pour les visiteurs car ils sont constamment accompagnés sur site par du personnel ALFI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Identification des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 2 du SGS Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.
<b>Constats :</b> 2 sous-traitants ont été questionnés lors de la visite : - société de peinture (intervention ponctuelle) ; - société de maintenance mécanique (sous-traitant à demeure). Chacun avait connaissance des risques du site et de l'attitude à adoptée en cas d'alerte.  Les risques spécifiques au chantier sont décrits dans le plan de prévention et permis de travail. Avant d'intervenir, le personnel des entreprises extérieures avait suivi les modules de formation prévus par E-safety.  Vu par échantillonnage les fiches de 3 personnels de sous-traitants présents sur le site dans E safety : sans observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Procédures et instructions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Lors de l'élaboration du plan de prévention (annuel ou ponctuel), une visite des installations est réalisée avec le correspondant d'ALFI. Les consignes sont également reprises dans les permis de travaux. Si nécessaire, un permis de feu est établi : selon le sous-traitant interrogé, il leur est nécessaire environ tous les 15 jours en moyenne. Les sous-traitants à demeure sont conviés à des réunions périodiques relatives, en partie, à la sécurité du site ainsi qu'à une journée de présentation et validation des plans de prévention annuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Inspection préalable aux travaux et suivi de chantier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Le suivi de chantier est assuré par un chargé de travaux ALFI. Le chantier peut faire l'objet d'un audit sécurité ou chantier portant sur la sécurité (port des EPI notamment, respect des consignes) et/ou sur la conformité des travaux. Le chargé de travaux ALFI s'assure que le chantier est bien préparé.  La fin des travaux est signée par le chargé de travaux ALFI et l'entreprise extérieure.  Lorsqu'un incident a lieu sur un chantier d'un sous-traitant, tout comme pour les incidents d'un chantier ALFI, il est répertorié et un arbre des causes est établi.  L'exploitant a présenté une non-conformité soulevée lors d'un audit sur le chantier d'un sous traitant au mois de septembre 2022 suivi du formalisme : mail, plan d'action, correction. En 2022 : 6 audits de chantiers de sous-traitants ont été réalisés avec analyse. Les points audités sont adaptés en fonction du chantier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Réception des travaux et évaluation des entreprises extérieures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 6 du SGS : surveillance des performances : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
<b>Constats :</b> Les 2 entreprises extérieures questionnées lors de la visite ont indiqué que la réception des travaux se fait par le chargé de travaux ALFI.  Pour chaque chantier, le chargé de travaux ALFI est chargé de l'interface afin de s'assurer du respect des règles de sécurité et du respect du plan de prévention. Les travaux des entreprises extérieures peuvent faire l'objet d'audits par le Responsable Sécurité Industrielle et Qualité.  Lorsque des entreprises extérieures ou des agents ne respectent pas la sécurité, les faits sont consignés par l'exploitant sur un registre numérisé et des actions correctives sont engagées.  Une réunion de sécurité annuelle est organisée avec les sous-traitants pour partager le retour d'expérience à la fois d'ALFI et des entreprises extérieures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Organisation de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 mai 2014, article 8 et annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 5 du SGS : gestion des situations d'urgence : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les entreprises extérieures participent aux exercices POI et notamment aux exercices d'évacuation. Elles n'ont pas de rôle d'intervention en cas d'accident ou d'incendie.  Lors de la visite, des intervenants de 2 entreprises extérieures ont été questionnés : Les sous-traitants connaissent les consignes à suivre en cas d'alerte sur site : arrêt du chantier, évacuation, se rendre au point de rassemblement, chargé de travaux ALFI à contacter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet